



Mathilde Hubin

Rapport de stage :

Assistante chargée de projets à Equipop

Janvier 2023 - Juin 2023

La professionnalisation du militantisme féministe.

1



Tutrices de stage : Dominique POBEL et Hélène MENARD

Enseignante référente : Delphine DULONG

M2 Développement et Action humanitaire (2022-2023)

¹ Equipop, « Rapport d'Activité 2020 », 2021.

Sommaire

Introduction: présentation d'Equipop	3
I.La construction d'un milieu de travail féministe intersectionnel	8
A.Des relations interpersonnelles	8
A.1. La représentation compte	8
A.2. Les formations en interne	9
B aux projets	10
B.1. L'intégration du genre dans les projets	11
B.2. Une mise à l'actualité féministe	12
C.Le maintien de rapports de domination	13
C.1. Les rapports sociaux hiérarchiques et générationnels	13
C.2. Les rapports de domination Nord / Sud	15
II.L'intégration dans un environnement institutionnel féministe	16
A.L'intégration dans un environnement institutionnel français éclectique	16
A.1. Un environnement concurrentiel	16
A.2. Un environnement militant bénévole	18
B.L'intégration dans le champ féministe international	19
B.1. La présence d'Equipop aux grandes conférences internationales des droits des femmes	19
B.2. La volonté d'intégrer de nouveaux espaces internationaux	20
C.Des financements féministes ?	21
C.1. La mobilisation des ressources	22
C.2. La restriction des bailleurs de fonds d'une pensée militante féministe	23
Conclusion : les principales leçons retirées de ce stage à Equipop	25
Bibliographie	28
Annexes	29

Introduction: présentation d'Equipop

Equipop est une organisation non-gouvernementale de solidarité internationale féministe intersectionnelle qui défend les droits et santé sexuels et reproductifs (DSSR) en France et en Afrique de l'Ouest, plus précisément au Sénégal, Burkina Faso, Niger, Mali, Mauritanie, Guinée, Côte d'Ivoire, Togo et Bénin. Equipop combine mobilisation sociale et politique, ingénierie de projet, soutien financier et technique pour améliorer les droits et la santé des femmes et des filles. Aujourd'hui, l'organisation place l'approche genre au cœur de ses interventions.

Toutefois, historiquement l'organisation ne s'est pas construite avec cette approche féministe et par les droits humains. En 1993, Equilibre et Populations est créé par des médecins français.es Alain Marié, Claude Dumurgier et Marie-Claude Tesson qui en sera la présidente jusqu'en 2015². L'ONG se créé dans un contexte où la croissance démographique dans les pays du Sud, et spécifiquement les pays d'Afrique, est perçue comme un frein au développement³. L'approche mise en place par les instances internationales n'était pas basée sur le droits humains ou le droit des femmes à disposer de leur corps mais sur un contrôle de la fécondité. Equilibre et Populations s'ancre dans ce contexte et les projets mis en place sont d'ordres strictement médicaux. À la suite de la conférence du Caire en 1994 et à la pression des mouvements féministes et d'organisations de la société civile, un tournant est enclenché avec l'introduction du principe de « droits reproductifs »⁴. On peut retrouver au cours du temps ce processus dans le développement d'Equilibre et Populations puis d'Equipop. Le changement de nom pour Equipop apparaît en 2011 et devient officiel en 2019, soulignant ce tournant décisif passant du contrôle de la fécondité à l'approche par les droits des femmes sur le choix et le contrôle de leur corps. Ce tournant se matérialise aussi par le changement de direction avec l'arrivée d'Aurélie Gal-Régniez en juin 2015. Elle a connu le développement d'Equipop, puisqu'elle y travaillait depuis les années 2000, passant du poste de chargée de projets à responsable du pôle programme et développement puis aujourd'hui donc à la direction.

Ce qui est intéressant avec ce changement de nom, c'est qu'il matérialise un changement de vision pour l'organisation et que ce passé d'Equilibre et populations tente d'être effacé par les

² Equipop, « Rapport d'activité 2011 », 2011. https://equipop.org/publications/rapport activite 2011.pdf

³ Gastineau, Bénédicte, et Agnès Adjamagbo. « Les droits individuels face aux politiques de population. Regard sur trois pays africains : Bénin, Madagascar, Maroc », *Autrepart*, vol. 70, no. 2, 2014, pp. 125-142.

salarié.e.s d'Equipop. Il est impossible de retrouver en ligne les rapports d'activités avant 2011 et lorsque des institutions utilisent le nom d'Equilibre et Population c'est avec un grand intérêt que les personnes travaillant pour la communication les recontactent pour faire modifier le nom. Equilibre et populations semble aller complètement à l'encontre du message féministe intersectionnel et décolonial qu'Equipop souhaite mettre en avant aujourd'hui.

Actuellement, quarante personnes sont employées à Equipop, dont une grande majorité sont des femmes, réparti.e.s entre Paris, Dakar et Ouagadougou. Embaucher des femmes avec une culture féministe est un enjeu important. Les salarié.e.s sont réparties entre six pôles : plaidoyer, communication, innovation et accompagnement, programmes et développement et administration et finances.

Le salarié.e.s du pôle plaidoyer sont chargé.e.s d'influencer les lieux de pouvoir et les personnes décisionnaires au sein des instances gouvernementales, sénatoriales et parlementaires en France pour défendre les enjeux de droits et santé sexuels et reproductifs. Lors de ma période de stage, les enjeux de plaidoyer importants étaient ceux de la constitutionnalisation de l'IVG et de la défense d'une véritable politique étrangère féministe. Les leviers et modes d'action utilisés sont l'expertise par le biais de rapports, du lobbying auprès des instances décisionnaires et l'usage des médias par le biais de tribunes. Les enjeux de plaidoyer peuvent porter aussi sur la défense de moyens financiers plus importants pour les organisations féministes en France et en Afrique de l'Ouest. Au niveau européen, Equipop fait partie du mouvement de plaidoyer européen de Cownt Down et au niveau international sur l'enjeu VIH et féminisme au sein du Fond Mondial. Le pôle plaidoyer est aussi en charge du groupe des bénévoles nommé Equip'hope. Il regroupe une dizaine de bénévoles. Le groupe bénévole s'est formé en décembre dernier et son rôle principal a été la gestion du stand d'Equipop au festival Solidays.

Le pôle communication s'attache à publiciser les projets d'Equipop et de mettre en lumière les prises de position du pôle plaidoyer. Le pôle s'occupe aussi d'un podcast nommé « Sororités francophones » où s'y trouve des discussions de militantes féministes ouest-africaines et françaises sur différents sujets comme l'épuisement militant, le racisme dans le milieu de la santé ou encore les résistances face aux mouvements anti-droits.

Le pôle innovation et accompagnement porte sur la réflexion de nouvelles méthodologies pour la mise en place des projets à Equipop. Les chargées de capitalisation se trouvent dans ce pôle. Elles font un état des lieux des méthodologies utilisées dans les projets précédents avec la

volonté de les améliorer si elles n'ont pas donné les résultats escomptés ou de garder celles qui semblent pertinentes.

Le pôle innovation et le pôle programmes et développement sont connectés. Ce pôle programmes et développement est en charge de la mobilisation des ressources, de l'écriture d'appels à projets, de la mise en place des projets, du suivi et de l'évaluation. Lors de ce stage de six mois, j'étais assistante chargée de projets dans ce pôle. Mes missions portaient dans un premier temps sur la mobilisation des ressources et de la veille média féministe hebdomadaire. Mais au cours de ce stage je me suis occupée de nombreux travaux annexes qui seront explicités dans ce rapport de stage. Trois mots-clés ont souvent été rapportés au pôle Programmes et développement : impulser, mobiliser et accompagner. Equipop souhaite impulser des réflexions sur les DSSR par des projets de sensibilisation auprès de jeunes entre seize et vingt-cinq ans. C'est le cas par exemple, du projet nommé « Se Défendre », sur lequel j'ai pu travailler, qui consistait à aider à l'empowerment, à la confiance en soi des femmes nigériennes victimes de violences sexuelles et/ou conjugales à trouver un emploi. Pour mobiliser, Equipop tente de regrouper des militant.e.s autour des DSSR pour donner plus de poids à cet enjeu dans un contexte spécifique. C'est le cas, par exemple, du projet « Jades II » au Niger, qui regroupait des lycéen.nne.s dans la lutte contre les violences sexistes et sexuelles dans les milieux scolaires et mettre en place une campagne de plaidoyer national autour de cette lutte. Pour terminer, l'enjeu qui est le plus mis en avant est celui de l'accompagnement, spécifiquement financier. Equipop appui au financement d'associations féministes locales. C'est le cas d'un projet à Lyon⁶ qui soutient économiquement des associations féministes de la région ou encore au Sénégal et au Niger dans le cadre du projet « Jeunes en Vigie »⁷.

Le conseil d'administration est composé de treize personnes, dont dix femmes. Cependant le président est un homme, Mr Alain Marié, un des fondateurs de l'organisation en 1993. Le conseil d'administration a un pouvoir important dans les prises de position d'Equipop dans l'espace public féministe. Un pouvoir qui peut freiner l'autonomie militante de salarié.e.s et des bénévoles d'Equip'hope.

_

⁵ Equipop, « Jeunes et engagée contre les violences sexistes et sexuelles au Niger : Rabi témoigne de son implication dans le projet Jades II », 3 juin 2022. https://equipop.org/jeune-et-engagee-contre-les-violences-sexistes-et-sexuelles-au-niger-rabi-temoigne-de-son-implication-dans-le-projet-jades-ii/

⁶ Equipop, « Générations féministes : Lyon et sa métropole, territoire d'égalité », 17 mai 2023. https://equipop.org/generations-feministes-lyon-et-sa-metropole-territoire-degalite/

⁷ Equipop, « Jeunes en Vigie : transformer le système de santé pour que les filles ne soient plus laissées pour compte », 8 février 2021. https://equipop.org/jeunes-en-vigie/

Le budget annuel d'Equipop est d'environ 3,79 millions d'euros en 2021⁸. Les fonds privés représentent 48% des financements de l'organisation, issus principalement des fondations Hewlett et Bill & Melinda Gates qui financent les activités de plaidoyer. 38% du budget provient du fond public de l'Agence française du développement⁹ qui finance les projets du pôle programmes et développement. Equipop reste très dépendant de ces fonds de l'AFD, c'est un souci important pour la direction. Pour palier à cette dépendance, la direction de mes recherches de financements devait porter prioritairement sur les fonds de l'Union européenne. 13% des financements sont issus des institutions multilatérales (Agence des Nations Unies et organisation Ouest-africaine de la santé). Equipop ne fait pas d'appels aux dons auprès des particuliers.

Ainsi, depuis sa création en 1993, Equilibre et Populations puis Equipop n'a cessé de grandir autant sur le plan des idées qu'en termes de taille. Mais, plus récemment l'organisation s'est développée à une vitesse plus importante en employant dix personnes en moins d'un an et des personnes jeunes de moins de 30 ans. Le développement de la structure m'a fait questionner l'enjeu de l'intégration d'une ONG féministe dans le champ institutionnel. Plus une organisation est reconnue pour son expertise, plus elle gagne des appels à projets et plus elle peut augmenter le nombre d'employé.e.s. Mais plus elle grossit, plus elle doit s'intégrer dans un consensus institutionnel sur une vision très précise de l'égalité entre les femmes et les hommes. Une vision en France instituée par le gouvernement en place, une promesse d'une politique étrangère féministe et une priorité du quinquennat qui dans les faits est plutôt un enjeu d'images que d'actions concrètes. Equipop, avec le planning familial et Care, ont rédigé un communiqué de presse en 2022 nommé « Grande cause, petit bilan »¹⁰, un rapport qui dresse un bilan insuffisant du premier quinquennat d'Emmanuel Macron sur les droits des femmes. La réalisation de ce rapport souligne qu'Equipop détient toujours des manœuvres critiques du jeu institutionnel. Puisqu'Equipop est une organisation non-gouvernementale, il serait aisé de croire qu'elle peut facilement affirmée sa propre vision du féminisme, un féminisme présenté comme intersectionnel. Le féminisme intersectionnel prend en compte les rapports de domination entrecroisés (genre, race, classe, âge, handicap, orientation sexuelle...) que peuvent vivre les femmes. Pourtant elle dépend pour 38% de ses financements pour l'Agence française du développement et finance la majorité des projets mis en place. Equipop n'est pas une

_

⁸ Equipop, « Rapport d'activité 2021 », 2022.

⁹ Idid

¹⁰ Equipop, « Egalité femmes – hommes : grande cause, petit bilan », 3 mars 2022. https://equipop.org/egalite-femmes-hommes-grande-cause-petit-bilan/

organisation dirigée majoritairement par des bénévoles, 90% des personnes sont salariées. C'est ce rapport au salariat de féministes français.e.s ou ouest africain.e.s et le rapport aux bailleurs de fonds qui me questionne sur l'enjeu de la professionnalisation du militantisme féministe.

J'entends par professionnalisation à la fois l'enjeu du salariat des militant.es féministes mais surtout l'intégration de l'ONG dans le champ institutionnel français et international de défense de l'égalité femmes-hommes. Et j'entends par militantisme féministe, la défense voire la lutte pour un changement de société tendant vers l'égalité entre les femmes et les hommes à travers des actions au sein d'une organisation féministe, ici Equipop. Ce changement de société pouvant être pensé par le résultat de réformes ou par la révolution.

L'étude de la professionnalisation du militantisme féministe à Equipop permet de comprendre à la fois l'hétérogénéité des positions féministes en interne à l'organisation mais aussi, de manière plus globale, dans le champ associatif et institutionnel. L'enjeu n'est pas de dire si Equipop est vraiment une organisation militante féministe ou non mais plutôt de constater les dynamiques imposées sur les travaux de l'organisation et impulsées par son intégration au champ professionnel et institutionnel français et international. Des dynamiques que j'ai ressenties au cours de ce stage et dont le sujet revenait souvent dans les discussions informelles entre collègues.

Ce rapport de stage se repose des pistes de réflexions induites par l'ouvrage d'Alice Romerio Le Travail féministe¹¹ où elle y étudie l'impact de la professionnalisation du Planning familial sur le militantisme de l'organisation. L'étude de la professionnalisation de ce champ permet d'éclairer le rôle des pouvoirs institutionnels dans ce processus.

Ainsi, dans quelle mesure la professionnalisation d'Equipop met à l'épreuve son caractère militant féministe ?

Si Equipop en tant qu'organisation tente de construire un milieu de travail féministe intersectionnel, l'intégration de cette dernière dans un environnement institutionnel féministe impacte ce processus.

7

¹¹ Alice Romerio, «Le travail féministe», 2022, pp 9-16. https://www.cairn.info/le-travail-feministe-9782753583382-page-9.htm

I. La construction d'un milieu de travail féministe intersectionnel

Lors de mon arrivée à Equipop, j'ai senti qu'il y avait une volonté de créer un environnement de travail féministe, au-delà des projets mis en place. Il y avait une tentative d'être à l'écoute des problèmes, de l'anxiété, des besoins de chacun.e. Il y avait une intention de créer un lieu sécurisant pour les militant.e.s, un lieu où chacune et chacun peut s'exprimer tout en se sachant à l'abri de discours misogynes, racistes... Mettre en place des relations de travail féministes semble évident dans une organisation auto-proclamée féministe. Toutefois, ce sentiment au premier abord a été aspiré par la réalité du monde du travail qui semble propre à chaque organisation : relations de dominations hiérarchiques, rapports Nord/Sud, difficile gestion des conflits, difficile intégration des enjeux LBGTQIA+.

A. Des relations interpersonnelles...

A.1. La représentation compte

La construction d'un milieu de travail féministe passe avant tout par l'emploi de femmes féministes et d'hommes alliés à la cause. Pour une association féministe intersectionnelle, il semble important que des femmes soient représentées à des postes clés. C'est à la fois le cœur de la lutte de l'organisation mais aussi le lieu d'expression des personnes concernées qui sont plus à même de comprendre par leur vécu les rapports de domination. L'enjeu de la représentation n'est pas seulement celle de mettre en avant des femmes mais de mettre en avant des femmes féministes. C'est le cas de la directrice, de la responsable de pôle communication, programmes et développement et pôle innovation. La représentation passe aussi par la présence des femmes racisées à des postes clés de l'organisation. Elles sont présentes dans les bureaux de Dakar et de Ouagadougou mais ne sont pas dans des rôles de direction. Ce point reflète les rapports Nord – Sud retrouvés dans les relations entre les bureaux de Paris, Dakar et Ouagadougou. Tous les postes de responsables sont à Paris. L'enjeu de représentation des femmes féministes tend à représenter seulement des femmes blanches. C'est un enjeu que les militantes du Black feminism dénonçaient¹². Dans une organisation qui se présente comme une organisation féministe intersectionnelle, il est important que cela passe par la représentation de femmes racisées, des femmes LGBTQIA+, des femmes en situation de handicap, qui vivent des rapports de domination multiformes et différents des femmes blanches. En outre, Equipop a des

¹² Maïmouna Ndoye et Jeanne Fournier, « Formation genre CJS », février 2023.

bureaux en Afrique de l'Ouest, ainsi les enjeux de décolonisation des rapports Nord-Sud passent par la représentation mais aussi de reconnaître les spécificités des expériences vécues. Lorsque le poste de responsable du pôle innovation s'est ouvert, à la suite d'un départ, des collègues sénégalaises ont souhaité y postuler mais leur candidature n'a pas été retenue malgré leur expérience de dix ans au sein d'Equipop.

L'enjeu de la représentation pose aussi la question de la place des hommes alliés féministes. Deux hommes se trouvent à des postes de responsable de pôle, du pôle administratif et financier et du pôle plaidoyer. Le pôle administratif et financier est le pôle qui regroupe le plus d'hommes, ils sont majoritaires. C'est une forme de gestion genrée des tâches puisque les postes en lien avec les fiances et la comptabilité sont majoritairement attribués aux hommes. Pour le pôle plaidoyer, la place de Nicolas Rainaud à sa tête peut poser problème en termes de représentation lors de rendez-vous avec des décideur.euse.s politiques, auprès des médias ou encore à des évènements féministes. Lors de rendez-vous extérieurs de représentation pour Equipop, les collègues femmes se déplaçaient. Lorsqu'elles n'étaient pas disponibles, plutôt qu'il y aille, ce fut à moi de me déplacer malgré le peu d'expérience que j'avais en plaidoyer. Ces rendez-vous sont surtout des lieux de représentation et d'image. Il faut qu'une membre d'Equipop y soit pour mettre en lumière l'expertise d'Equipop sur les enjeux féministes dans les instances institutionnelles et de solidarité internationale.

Pour terminer, l'enjeu de représentation de l'organisation peut ouvrir une réflexion plus générale sur les parcours universitaires et socio-économiques des « travailleur.euse.s féministes »¹³. Il y a une homogénéité des parcours, même auprès des bénévoles. Tous.tes les salarié.e.s ont u bac+5, la grande majorité ont étudié les sciences politiques. Iels détiennent un degré de politisation important. Puis, on peut retrouver un engagement féministe préalable à leur arrivée à Equipop, excepté pour trois hommes du pôle administratifs et financiers. Il est possible alors de questionner si pour être travailleur.euse.s féministe, il faut détenir un capital universitaire et culturel important.

A.2. Les formations en interne

La construction d'un milieu de travail féministe passe par la formation aux enjeux de genre, de masculinités et de féminisme en interne. Ces enjeux sont en constantes évolutions, reformulations, réflexions. Chaque année, une semaine est banalisée pour un temps de cohésion

-

¹³ Alice Romerio, « Le travail féministe », 2022, pp 9-16. https://www.cairn.info/le-travail-feministe-9782753583382-page-9.htm

d'équipe autour du féminisme. Cette semaine nommée « l'atelier interne » s'est déroulée la troisième semaine de mon stage, fin janvier. Elle m'a permis de cerner dès le début les valeurs féministes mises en avant et de rencontrer en ligne les collègues des bureaux de Dakar et Ouagadougou. Ce fut un bon moyen d'observation des rapports interpersonnels et les enjeux féministes et militants qui doivent être constamment réfléchis dans une organisation féministe. Différentes thématiques ont été abordées comme l'étude des mouvements féministes dans le monde, le partage de savoirs féministes, la déclinaison opérationnelle des approches féministes à Equipop, la communication féministe, les points qui méritent d'être travaillés au sein de l'organisation, le futur d'Equipop et pour terminer un atelier sur les masculinités. Ces différentes discussions ont souligné un désir d'introspection, un moment de pause dans le travail pour réfléchir aux projets mis en place par Equipop. Les discussions sur la posture d'Equipop dans les relations avec les partenaires féministes ouest-africaines étaient très intéressantes car le rapport Nord/Sud est accentué par le rapport de domination lié aux financements provenant d'Equipop. Le second enjeu qui revenait lors de ces discussions était celui de la quantité de travail puisque la surcharge de travail est la norme.

Pour terminer cette semaine de formation, un atelier sur les masculinités par un intervenant extérieur a été organisé. Cet intervenant était chargé de sensibilisation aux masculinités de l'association féministe belge Le Monde selon les femmes. Cet atelier a été organisé car les responsables de pôle considéraient qu'il existait un manque d'expertise sur les masculinités à Equipop. Cet atelier revenait sur des points de base du féminisme et des rapports de domination des hommes sur les femmes. Aucun.e sociologue spécialisé.e sur ces questions n'a été abordé.e. L'intervenant avait un discours justifiant le sexisme bienveillant. Il partait de ses expériences personnelles comme homme minoritaire dans une organisation féministe pour faire une généralité. Les réactions à cet atelier par les femmes d'Equipop ont été unanimes sur les biais de cet atelier, à la différence des hommes. A la suite de ces discussions, j'ai proposé de réaliser un atelier sur les masculinités à partir des recherches scientifiques, des cours sur les masculinités et l'antiféminisme que j'ai pu avoir lors de mon échange universitaire à Montréal et de mes cours à la Sorbonne. A de nombreux moments lors de mon stage lorsque je n'avais pas de missions, je rédigeais un petit dossier sur les masculinités¹⁴. J'ai tenté de mêler une approche sociologique des masculinités avec une approche opérationnelle par l'étude de projets d'autres organisations qui ont pu être mis en place en France et en Afrique de l'Ouest. Mes

¹⁴ Annexe n°1 : sommaire du dossier outils masculinités

recherches ont servi à la construction d'ateliers dans le cadre du projet Se Défendre auprès de compagnons ou d'ex-compagnons des femmes participant au projet.

Ainsi, les formations sont le cœur du processus de professionnalisation du militantisme féministe et de la construction d'un milieu de travail féministe qui se retrouvera dans les projets.

B. ... aux projets

B.1. L'intégration du genre dans les projets

La construction d'un milieu de travail féministe semble être une priorité pour refléter la pertinence et l'expertise d'Equipop dans la mise en place de projets qui intègrent la dimension genre de manière systématique.

Lors de ce stage, j'ai participé à la rédaction du contenu des appels à projets. L'objectif était de montrer la manière dont Equipop avait une expertise particulière en termes d'intégration du genre mais surtout de mettre en avant son réseau d'associations militantes féministes ouestafricaine. J'étais en charge de rédiger la partie qui présentait l'association et de mettre en forme les idées qui devaient apparaître dans les parties d'explications du projet. J'ai découvert que la forme des réponses était très précise. Il ne fallait pas dépasser un certain nombre de mots, qu'il fallait faire des phrases courtes avec des mots simples et que j'écrivais trop à la forme passive. C'est l'appel à projets de l'Union Européenne « CERV 2023 DAPHNE » ¹⁵ qui m'a pris le plus de temps. J'ai pu constater que le dossier de réponse aux appels à projets de l'Union européennes était très long à réaliser. Le projet porte sur la création de centres d'accueil pour les femmes victimes de violence dans des zones rurales en France et le développement d'un réseau au niveau européen d'associations de lutte contre les violences sexuelles. J'étais, dans un premier temps, en charge de recherches de fond pour trouver des associations partenaires et des instituts de recherche spécialistes sur ces questions. J'ai rédigé une liste d'associations qui pourraient devenir partenaires que j'ai classées, par la suite, selon la proximité idéologique féministe. L'enjeu principal est que l'association mette en avant un féminisme intersectionnel. En outre, la personne en charge de la rédaction de cet appel à projets m'a demandé de regarder le positionnement envers les travailleuses du sexe. C'est est un enjeu qu'Equipop ne veut pas mettre en avant. Je ne pouvais pas, alors, proposer d'associations dont les positions principales étaient abolitionnistes.

_

¹⁵ Annexe n°2 : parties rédigées pour la proposal CERV 2023 DAPHNE

L'intégration du genre passe aussi par les outils de capitalisation. Pour une meilleure introspection sur les projets mis en place depuis ces dernières années à Equipop, j'étais en charge de faire un document récapitulant les « outils genre » 16 utilisés lors des différents ateliers. Cet exercice m'a permis d'identifier concrètement comment les projets sont construits pour, non pas seulement d'intégrer le genre, mais pour que les enjeux de genre soient l'objectif même de la création et du développement du projet : « C'est une stratégie pour inclure les expériences et besoins des femmes et des hommes comme une dimension intégrale de la formulation, mise en œuvre, monitoring et évaluation des politiques et programmes dans toutes les sphères politiques, économiques et sociétales, de sorte que les femmes et les hommes bénéficient de façon égale et que les inégalités ne soient pas perpétuées. »¹⁷. En outre, l'écriture de ce dossier m'a permis de distinguer des grandes étapes de l'intégration du genre dans les projets passant par : l'étude des objectifs, le recueil des données sur les relations de genre, l'analyse des données, le développement des activités, les indicateurs qui mesurent les résultats spécifiques au genre, puis par le suivi et évaluation du projet. De plus, j'ai ajouté au dossier des éléments de lectures sociologiques qui reposent sur les cours que j'ai pu avoir lors de mon cursus universitaire. Il me semble que ce sont les compétences que je peux facilement mobiliser en tant qu'étudiante stagiaire. Je suis alors revenue sur l'histoire de la notion de genre, la différence entre sexe et genre et la socio-histoire de l'approche genre dans le développement.

B.2. Une mise à l'actualité féministe

Le développement des projets est pensé comme une réponse à un besoin dans un contexte donné. Le suivi de l'actualité a une place importante pour comprendre les mouvements anti-droits, les mouvements conservateurs antiféministes qui se développent. Le suivi de l'actualité permet aussi de constater la place des associations féministes, des militant.e.s dans la lutte contre ces derniers. Ainsi, tous les jours je transmettais cinq nouvelles actualités sur les thématiques des droits et santé sexuels et reproductifs, VIH et féminisme, avortement, la lutte des mouvements féministes et les situations de recul des droits des femmes en France et dans le monde. Cette newsletter était envoyée de manière hebdomadaire à tous tes les employé.e.s d'Equipop mais aussi des partenaires donc à environ deux-cent personnes. Les consignes étaient que je devais me reposer sur des articles de presse de journaux reconnus pour la véracité des informations partagées. Cette première consigne m'a déjà posé problème car il est difficile de

_

¹⁶ Annexe n°3: sommaire du dossier outils genre

¹⁷ CJS – outils genre

¹⁸ Annexe n°4 : exemple de veille média

connaitre la pertinence de médias qui proviennent de l'autre bout du monde. J'ai ainsi passé beaucoup de temps à vérifier les informations en croisant les médias qui parlaient d'un même sujet. Pour me tenir informer des dernières nouvelles, je me suis inscrite de nombreuses newsletters féministes comme Les Glorieuses et des médias plus mainstream comme le L de Libération ou de TV5Monde. Je m'inscrivais aussi à des alertes Google à partir de mots-clés comme féminisme, intersectionnalité, VIH, santé sexuelle... Avant de partager les articles dans la newsletter, je les lisais en entier pour vérifier les tournures de phrases pour éviter des propos tendancieux, voire problématiques. J'ai pu ajouter à la veille médias, parfois, des articles universitaires ou encore des recommandations de lectures féministes. Un autre enjeu important était de mettre en lumière des articles et médias ouest-africains. En outre, certains journaux sont proscrits à cause de leurs propos racistes, misogynes comme Le Figaro ou le Point. Certains sujets aussi ne devaient pas être abordés comme le sujet des travailleuses du sexe. Toutefois, j'ai mis de nombreux articles sur la condition des femmes transgenres en France et en Afrique de l'Ouest et il m'a été reproché de le faire. Ce reproche m'a questionné sur la vision de l'intersectionnalité que porte Equipop. La justification étant que les partenaires en Afrique de l'Ouest n'auraient pas le même degré de tolérance sur ces questions. Cette affirmation dans un premier temps n'est pas vérifié mais, de plus, la sensibilisation sur ces sujets devraient pouvoir passer par cette newsletter.

C. Le maintien de rapports de domination

La mise en avant d'un lieu sécurisant pour les femmes féministe à Equipop ne rend pas exempt de rapports inégaux et de domination. Les rapports hiérarchiques et les rapports Nord/Sud inégaux entre les bureaux Equipop ou avec les partenaires ouest-africain.e.s restent très prégnants.

C.1. Les rapports sociaux hiérarchiques et générationnels

Comme dans la majorité des organisations qu'elles soient privées, publiques ou associatives des hiérarchies sont mises en place entre les individus pour tendre à une meilleure organisation des activités et à une meilleure productivité. Equipop ne se présente pas comme une organisation autogestionnaire. Pourtant, dès mon arrivée, mes tutrices et collègues m'ont souligné l'importance qu'accordait Equipop à ce qu'un.e stagiaire soit autant écouté.e qu'un.e responsable de pôle. Cette vision idéalisée qui ne s'applique pas dans les faits entraine des

rapports interpersonnels assez flous et difficilement compréhensible. Par exemple, les nouvelles salariées et moi-même avons eu un atelier avec la responsable du pôle communication pour apprendre à savoir dire « non » lorsque des collègues transmettaient des charges de travail impossible à suivre. Dans les faits, cet atelier me semble important à titre personnel car j'ai réalisé que j'acceptais par moment trop de tâches par rapport au temps et au statut que j'avais. Mais comment est-il possible de dire non à des tâches de tes supérieurs hiérarchiques et pour moi à mes tutrices de stage ? Quand une collègue a essayé d'appliquer cet atelier, sa responsable a questionné sa manière d'organiser son travail. Ce point m'a beaucoup fait réfléchir quant à mon positionnement dans une ONG. J'avais une vision assez idéalisée, pensant que les rapports hiérarchiques seraient différents de ceux dans le privé puisqu'il n'y a pas d'objectif de profits. Mais c'est un milieu très concurrentiel où les moyens en ressources humaines ne sont pas la priorité.

En-dehors, de ces rapports hiérarchiques, les relations avec mes tutrices ont été assez complexes. Une de mes tutrices était en congé maternité à partir du mois de février, ainsi en janvier elle n'avait pas le temps de faire de points avec moi car elle préparait son départ. Dominique Pobel, ma seconde tutrice n'avait pas le temps d'encadrer mon stage. La liste et l'explication de mes missions étaient sur un document en ligne que je devais appliquer. J'ai été assez autodidacte dans la réponse à mes questionnements.

Pour terminer, Equipop reflète bien les dissensus que l'on peut retrouver au sein des milieux féministes. Deux enjeux faisaient débat concernant les prises de positions officielles de l'organisation: les travailleuses du sexe et les personnes LGBTQIA+ et spécifiquement les femmes transgenres. J'ai pu constater que ces dissensus créaient une division générationnelle au sein de l'association. Pour les collègues les plus jeunes dont moi-même, il semblait évident que l'enjeu des DSSR renvoie aux conditions de travail des travailleur.euse.s du sexe. Alors que les salarié.e.s les plus âgé.e.s sont pour une abolition stricte de la prostitution et ne percevaient pas d'enjeu pour l'amélioration de leur condition de travail. Les salarié.e.s ne peuvent pas prendre position pour ces sujets au nom d'Equipop. Pour qu'Equipop ait un positionnement officiel, il faut que les membres du conseil d'administration valident ces prises de position, ce qui rend le processus très long et limite le caractère militant d'Equipop et de ses salarié.e.s. Cette situation a engendré des problèmes plus concrets. Par exemple, Equipop a organisé une conférence sur les mouvements anti-droits en Europe. Laurence Rossignol, sénatrice de l'Oise a été invitée pour participer aux discussions. Elle a tenu des propos en faveur de l'abolition de la prostitution, ce qui a mis très mal à l'aise la directrice. Au-delà des querelles idéologiques,

ne pas avoir de positionnement marginalise une grande partie de femmes précaires alors que la défense des DSSR est un enjeu crucial pour les travailleuses du sexe. Ne pas prendre position permet à Equipop de rester consensuel dans le champ associatif féministe qui tend à se diviser autour de cette question.

C.2. Les rapports de domination Nord / Sud

Equipop est pensée comme un lieu féministe intersectionnel dont les projets mis en place sont réfléchis au prisme des rapports de domination misogynes et racistes présent dans la société.

Une des missions d'Equipop est d'être l'intermédiaire financier entre les bailleurs occidentaux et les associations locales féministes de la société civile. Lorsqu'Equipop remporte un appel à projet avec un fonds intermédié, une part du projet est de redistribuer une partie des fonds aux organisations locales. C'est un bon moyen de délégation du risque par les bailleurs internationaux. Mais pour une association féministe intersectionnelle ce rapport au financement créer une relation asymétrique entre Equipop le financeur et les associations locales, les financées. Même s'il y a une volonté de décoloniser ces rapports Nord/ Sud, l'obligation par les bailleurs de surveiller où est investi l'argent ne permet pas, à mon sens, de créer un vrai rapport partenarial égalitaire entre Equipop et ces associations. Ces questions sont pensées en interne et j'y ai beaucoup réfléchi face à des retours de partenaires. Une de mes missions principales était la mobilisation des ressources pour les partenaires ouest-africaines. J'étais en charge de la veille de financements qui pouvaient correspondre aux besoins et aux attentes de ces associations. Les montants étaient compris entre 1000 euros et grand maximum 10 000 euros pour les plus grosses associations comparées à Equipop qui pouvait remporter des appels à projets à plus de 500 000 euros. Dans certains cas, les associations locales devaient avoir un garant et Equipop intervenait à ce moment. Les bailleurs me semblaient, parfois, déconnectés des situations des organisations locales de la société civile, qu'ils essayaient de viser par le biais de ces appels à projets. Par exemple, un bailleur demandait l'envoi d'une vidéo de vingt minutes pour présenter un projet au Niger. Toutefois, l'association qui souhaitait y répondre n'avait pas une connexion internet stable pour envoyer une vidéo aussi lourde. Un autre exemple, pour répondre à un appel à projets du gouvernement du Canada, il était nécessaire de télécharger une nouvelle version PDF d'Adobe Reader qui est payante et coutait vingt euros. Ces associations sont précaires et beaucoup de leurs membres sont bénévoles et n'ont pas les moyens pour acheter la dernière version d'un logiciel qu'elles utiliseront une fois pour un financement qu'elles ne sont pas sûres d'obtenir.

A partir d'une liste d'environ deux-cents associations provenant de différents pays d'Afrique de l'Ouest, principalement du Sénégal, de la Côte d'Ivoire, du Niger et du Burkina Faso, je transmettais les opportunités de financements qui leur étaient destinées. Puis, lorsqu'elles répondaient à ces appels à projets, elles pouvaient me contacter pour que j'appui à la rédaction des réponses aux appels à projets. Quand c'était le cas, elles me contactaient, elles m'expliquaient le projet qu'elles voulaient mettre en place et par la suite je rédigeais et répondais au format attendu par les bailleurs. C'était vraiment très instructif de pouvoir échanger avec des femmes à l'autre bout du monde qui défendent les mêmes valeurs féministes et d'écouter des enjeux qui peuvent différer quant au contexte du militantisme dans leur pays. C'était aussi pour moi le moyen d'appliquer mes cours de gestion de projets quant à la rédaction des *proposals*, des documents budgétaires ou des rétroplannings des activités.

II. L'intégration dans un environnement institutionnel féministe

Ce stage m'a permis de découvrir les rouages du milieu institutionnel de défense des droits des femmes. Equipop semble bien reconnu dans ce petit monde en France et tend à être connu au niveau international. Le secteur de la solidarité est vaste mais la valeur ajoutée d'Equipop est son expertise dans l'intégration du genre et cette expertise n'est pas le résultat d'un département au sein d'une organisation mais le cœur même de son existence. Ce stage m'a permis de constater à quel point ce monde associatif autour de la défense des droits des femmes est éclectique et à quel point la concurrence y est centrale : une concurrence entre association et organisations non-gouvernementales, sur le plan des idées, entre ONG, dans le rapport plus ou moins critique envers les institutions gouvernementales... En outre, l'enjeu des financements féministes est crucial dans l'intégration de cet environnement.

A. L'intégration dans un environnement institutionnel français éclectique

A.1. Un environnement concurrentiel

Dans le cadre de ce stage, j'ai pu participer à quelques rendez-vous de plaidoyer. J'avais un rôle principalement de prise de notes, la chargée de plaidoyer souhaitait me faire découvrir ce monde puisque je lui avais partagé mon intérêt pour ce dernier. Je prenais des notes pour reprendre les échanges et rédiger par la suite des comptes-rendus.

J'ai participé par exemple à la semaine de « Féministes en Action » 19. Ce projet en consortium était composé de Care France en cheffe de file, avec Oxfam France, le Fonds pour les femmes en Méditerranée et Equipop. Ce projet est financé par le Fonds de soutien aux organisations féministes (FSOF)²⁰ de l'AFD copiloté avec le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE). C'est un fond intermédié qui a pour objectif de soutenir directement les organisations féministes locales de la société civile issues de pays partenaires de la politique de développement de la France. Ce Fond s'inscrit dans le cadre de la diplomatie féministe française. Pendant une semaine, fin janvier, dix militantes d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale sont venues à Paris pour faire un état des lieux de ce premier FSOF auprès de l'AFD, du MEAE, du Sénat, de l'Assemblée nationale et du Ministère de l'égalité femmes-hommes. Pendant une semaine, les membres du consortium dont Equipop accompagnaient les militantes à ces rendez-vous institutionnels. Ces rendez-vous étaient aussi importants pour les militantes du projet que pour les ONG françaises pour faire reconnaître leur expertise sur la scène nationale. Entre les ONG, il y avait aussi un enjeu de concurrence et de légitimation. Ainsi, la majorité des discussions en amont des rendez-vous tournaient autour de la mise en lumière de quelle ONG française avait été utile dans quel domaine. Les discussions tendaient à faire oublier l'enjeu de la mise en lumière de ces militantes qui ont fait le trajet pour plaider pour une plus grande flexibilité des financements. Les représentantes des ONG françaises avaient une idée bien précise de ce que les militantes devaient dire, principalement sur l'augmentation des financements et sur la pertinence d'un fonds intermédié passant par des ONG françaises. Ensuite, lors des rendez-vous cela créait des situations où les représentantes d'Oxfam, de Care ou d'Equipop essayaient de monopoliser la parole pour mettre en avant des enjeux qui leur était propres au niveau organisationnel. Un autre objet de dissensus est le rapport aux institutions gouvernementales. Les représentantes de Care avaient une position assez favorable envers les représentant.e.s de l'Etat en soulignant la pertinence de la mise en place de ce Fonds et de l'importance de l'intervention d'ONG françaises intermédiaires. La représentante d'Oxfam avait une position plus mitigée en soulignant les problèmes centraux comme le manque de flexibilité du suivi des fonds transmis aux associations de la société civile. Lucie Daniel, la chargée de plaidoyer à Equipop avait, elle, une position plus incisive sur les défauts du Fonds et sur la critique de la proclamation de la France comme diplomatie féministe. Equipop est en

_

¹⁹ Care, « Notre semaine avec des organisations féministes africaines à Paris », 6 avril 2023. https://www.carefrance.org/actualites/notre-semaine-avec-des-organisations-feministes-africaines-a-paris/

²⁰ Agence française du développement, Fonds de soutien aux organisations féministes. https://www.afd.fr/fr/fonds-de-soutien-aux-organisations-feministes-fsof

cours d'évolution et en cette période de transition et de positionnement, elle maintient des discours critiques.

Les relations de travail en consortium semblaient compliquées. S'y ajoute des rapports de taille ou Care et Oxfam ont plus de moyens pour appuyer leur pensée qu'une plus petite organisation comme Equipop. Le ton est souvent monté entre les membres du consortium. Je savais qu'il pouvait y avoir des dissensions puisque par exemple Care ne se présente pas comme une ONG féministe mais j'avais une vision assez idéalisée où je pensais que se retrouver derrière un projet, une lutte commune permettait de dépasser ces différences. Ce consortium a obtenu un financement en commun dans le cadre de ce fonds intermédié mais pour les prochains appels à projets Care, Oxfam et Equipop resteront des organisations concurrentes.

A.2. Un environnement militant bénévole

Equipop a développé depuis décembre 2023 un groupe militant bénévole au sein de l'organisation nommé « Equip'hope »²¹. Cette initiative avait pour but de renforcer la mobilisation des jeunes féministes en Ile-de-France. Mais dans les faits, ce groupe récemment formé n'a pas de mission précise, il est en cours de développement et de réflexion pour son articulation avec les projets et les campagnes de plaidoyer mis en place à Equipop. Il semble difficile de rassembler des militant.e.s lorsque le rôle du groupe reste assez flou. Le premier évènement où les bénévoles ont pu se rassembler était lors de la participation d'Equipop au festival Solidays. Les Solidays est un festival organisé par l'association de lutte contre le VIH Solidarité sida, chaque année le troisième week-end de juin. J'étais en charge de l'organisation du stand Equipop pour ces 3 jours de festival. C'était, il me semble, ma mission la plus importante car l'échec de cette participation aurait été matériellement constaté. Il y avait trois enjeux importants : sensibiliser le maximum de personnes aux enjeux de genre, mobiliser des bénévoles et faire connaître l'organisation. C'était une charge de travail importante et surtout la mobilisation des bénévoles autour de l'organisation des activités. A partir de fin mai, chaque semaine, j'animais les réunions en interne pour le développement du stand. J'ai divisé les tâches et les groupes de travail selon leurs intérêts. Quatre jeux féministes et de sensibilisation aux DSSR ont été développés : la roue de la chance avec des quizz, le jeu des privilège, l'atelier

²¹ Equipop, « L'équipe Hope : lancement d'un groupe de mobilisation féministe de jeunes en Ile de France », 22 décembre 2022. https://equipop.org/lequipe-hope-lancement/

maquillage et paillette avec une discussion autour de l'éducation complète à la sexualité et la carte Backlash. S'y ajoutait aussi les missions concernant la conception des goodies et le décor du stand. Le thème choisi a été « Mission possible : hacker le patriarcat »²² en référence au sexisme des films James Bond.

La présence sur le stand pendant ces trois jours, par contre, n'a pas été simple. Nous avons fait face à de nombreux comportements violents verbalement d'hommes misogynes. C'est un point que je n'avais pas assez appuyé lors des réunions de formations des bénévoles et des salarié.e.s. Ces trois mois de festival ont été un rappel du travail qu'il reste à mener pour l'égalité de genre.

Pour terminer, le groupe bénévole a fait face aux mêmes limitations que les salarié.e.s d'Equipop sur leurs prises de position. Cela a pu poser un problème surtout pour des personnes concernées. Lorsque la direction et le conseil d'administration ne veulent pas se positionner officiellement comme organisation défendant les femmes transgenres, les bénévoles concernées ne peuvent pas s'épanouir à Equip'hope. J'ai essayé de militer auprès de mes supérieur.e.s pour montrer que le groupe bénévole ne peut pas fonctionner si les valeurs mises en avant ne sont pas claires et si elles excluent une partie des femmes qui sont déja très marginalisées, surtout dans un contexte politique transphobe comme c'est le cas aujourd'hui.

B. L'intégration dans le champ féministe international

Equipop est une organisation en pleine expansion. Plus elle remporte des appels à projets avec de grosses enveloppes budgétaires, plus le nombre de salarié.e.s augmente, au mieux elle est reconnue dans le champ de la solidarité internationale. Lors de ce stage, j'ai découvert que ce petit monde était interconnecté et qu'Equipop au cours du temps s'y est intégré et y est reconnu.

B.1. La présence d'Equipop aux grandes conférences internationales des droits des femmes

Chaque année, des membres d'Equipop sont présentes aux grandes conférences pour les droits des femmes comme à la Commission de la condition de la femme des Nations Unies (CSW), la Commission des Nations Unies sur la Population et le développement ou encore Women Deliver. Sa présence à ces évènements est justifiée comme une forme de représentation des organisations féministes de la société civile ouest-africaines. Les expertes plaidoyer d'Equipop sont accompagnées d'une ou plusieurs militantes ouest africaines.

²² Solidays 2023, « Mission possible : hacker le patriarcat, 7 juillet 2023 ». https://equipop.org/solidays-2023-mission-possible-hacker-le-patriarcat/

La soixante-septième session de la Commission à la condition de la femme des Nations Unies a eu lieu à News York du 6 au 17 mars 2023. Comme depuis quelques années, le texte aboutissant à cette Commission reste assez pauvre à cause du blocage des Etats conservateurs. La question des droits sexuels est écartée et la question du financement aux organisations féministes est absente. J'ai eu pour mission d'organiser les préparatifs pour le déplacement de l'experte plaidoyer Lucie Daniel et de l'activiste béninoise Chanceline Mevowanou, présidente de l'organisation béninoise Jeunes filles actrices de développement. J'étais en charge de leur demande de visa pour les Etats Unies. Pour Lucie Daniel, ses documents d'identité français lui ont permis d'obtenir son visa rapidement. Par contre pour Chanceline, c'était un vrai combat. J'ai dû appeler de nombreuses fois l'ambassade des Etats-Unis au Bénin pour obtenir un rendezvous, je leur ai transmis de nombreux documents sur l'importance de la présence de Chanceline à la CSW et qu'Equipop finançait ce voyage. Mais sa demande de visa a été rejetée. Outre cet échec, je fus en charge du planning de visites, rencontres auprès des bailleurs pour l'experte plaidoyer, Lucie. C'était très intéressant car j'ai pu découvrir de manière plus précise l'organisation de cet évènement et les enjeux qui sous-tendent. C'est un lieu central pour un plaidoyer auprès des bailleurs de fonds. J'ai organisé ses rendez-vous autour de bailleurs qui financent des projets pour les droits des femmes en Europe et en Afrique de l'Ouest. J'ai préparé une fiche récapitulative des prises de positions et du vocabulaire utilisé par chaque bailleur. Un bailleur qui utilise le mot féminisme ou genre et celui qui parle d'égalité femmes-hommes n'ont pas la même vision de l'enjeu et ainsi le plaidoyer doit être, à mon sens, différent.

Puisque ma planification des rendez-vous avait convenu à Lucie pour la CSW, je fus désignée aussi programmer les rendez-vous pour la conférence annuelle de Women Deliver²³ à la fin de mon stage. La conférence était cette année à Kigali du 17 au 20 juillet. Au cœur de la sixième édition, c'est l'enjeu de la lutte contre les mouvements anti-droits qui fut central.

B.2. La volonté d'intégrer de nouveaux espaces internationaux

L'expansion rapide d'Equipop ces dernières années, lui permet de s'intégrer dans de nouveaux espaces de lutte. Une des missions qui m'a été confiée est la recherche d'informations sur le protocole de Maputo et sur l'instance de la Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples. La majorité des projets d'Equipop sont en Afrique de l'Ouest, le plaidoyer pourrait se

-

²³ Equipop, « Retour de Women deliver 2023 : ne rien céder aux mouvements anti-droits », 26 juillet 2023. https://equipop.org/retour-de-women-deliver-2023-ne-rien-ceder-aux-mouvements-anti-droits/

développer au niveau régional ou continental en intégrant les commissions juridiques de défense des droits des femmes.

J'ai ainsi préparé une présentation d'une trentaine de minutes pour le pôle plaidoyer d'Equipop sur le fonctionnement de la Commission, comment y sont intégré les ONG et l'existence des rapporteur.euse.s des droits des femmes et comment les mobiliser²⁴. J'ai aussi étudié la soumission du rapport de Maputo par les différents Etats d'Afrique de l'Ouest où les projets d'Equipop sont réalisés. Le protocole de Maputo est un protocole rattaché à la Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples. L'article 14 du protocole porte sur les enjeux des DSSR avec la liberté de choix des méthodes contraceptives, le droit à l'éducation sur la planification familiale... De plus, ce que je ne connaissais pas mais qui est fondamental, l'article 14 protège le droit à l'avortement dans des cadres restreints : agression sexuelle, viol, inceste et lorsque la grossesse met en danger la santé de la mère. Ces recherches ont duré trois mois car j'ai lu tous les rapports périodiques déposés par les Etats ouest africains et toutes les recommandations de la Commission et des rapporteur.euse.s spéciaux.ales. Le protocole n'est pas ratifié par le Tchad. Le Bénin l'a ratifié mais n'a présenté aucune partie sur le protocole de Maputo au sein de leur rapport périodique. Ces recherches vont permettre d'appuyer le futur plaidoyer d'Equipop lorsqu'elle y prendra part. A la suite de ma présentation, la compréhension des enjeux a permis à la directrice d'Equipop et du responsable plaidoyer de prendre la décision qu'Equipop s'inscrira au Forum des ONG en octobre prochain. La présence d'Equipop au Forum des ONG en amont de la session sur les DSSR sera aussi le moyen de mobiliser les partenaires ouest africaines dans un plaidoyer auprès de leur Etat d'origine.

Ainsi, Equipop semble inscrit dans les milieux institutionnels français et internationaux. Sa place auprès de ces instances est en constante construction comme le cas de la Commission africaine des droits de l'Homme et du peuple permet de le constater. Toutefois, cette présence et cette volonté d'intégration font évoluer le féminisme à Equipop à la lumière des institutions et perd, il me semble, son caractère militant fondamental. Plus Equipop se rapproche des institutions, plus l'organisation s'éloigne des milieux les plus radicaux. Cette tension se ressent dans les discours des salarié.e.s qui font face à ces évolutions.

_

 $^{^{24}}$ Annexe $n^{\circ}5$: sommaire de la présentation de la Charte africaine des droits de l'homme et du Protocole de Maputo

C. Des financements féministes ?

La mission principale de ce stage a été la mobilisation des ressources. C'est un rôle assez central car les financements sont le moteur pour que les projets se développent et que l'organisation perdure. Toutefois les appels à projets pour Equipop doivent répondre à des enjeux bien spécifiques qui sont les DSSR. Ce petit monde des financements des DSSR est assez éclectique, certains bailleurs se présentent comme féministes d'autre non. Ce stage m'a permis de questionner la possibilité d'un financement féministe dans la mesure où il ne limite pas l'objectif d'un changement structurel.

C.1. La mobilisation des ressources

La notion de mobilisation des ressources était assez floue dans un premier temps. C'était la première fois que j'entendais la notion de mobilisation des ressources qui fait référence à la recherche de financements. A mon arrivée, l'ancienne stagiaire à mon poste m'a transmis un document Word d'une dizaine de pages qui récapitulait soixante-douze bailleurs qui financeraient des projets destinés aux femmes. Au fur et à mesure où j'étudiais les sites internet de ces bailleurs, j'ai compris qu'ils étaient très différents et qu'ils n'avaient pas les mêmes objectifs. J'ai les ai donc triés en plusieurs catégories²⁵ : les bailleurs qui finançaient de petits montants utiles pour des cofinancements, les gros bailleurs internationaux qui financent d'énormes projets à plusieurs millions d'euros, les bailleurs qui ne financent que des projets d'organisations locales de la société civile, ceux qui financent des projets exclusivement en France et pour terminer les bailleurs qui ne financent pas par le biais d'appels à projets. J'ai découvert ces multiples fonctions des bailleurs au fur et à mesure de mes recherches. Lorsque j'ai terminé ce document trié, environ deux à trois fois par semaine je faisais de la veille sur l'ouverture de nouveaux appels à projets. Je retenais un appel à projets lorsque certaines caractéristiques étaient présentes : pour une ONG française, pour une ONG de la taille d'Equipop dont le budget annuel était de 3 millions d'euros, que les projets soient en Afrique de l'Ouest et que les thématiques soient sur les DSSR, la lutte contre la violence sexuelle et sexiste auprès de publics jeunes entre 15 et 30 ans. J'ai pu constater, ainsi, que très peu d'appels à projet collaient à ces attentes. Lorsqu'un appel à projet convenait je transmettais les informations principales à ma tutrice de stage qui choisissait ou non de présenter ce financement

²⁵https://docs.google.com/spreadsheets/d/1Q2fubITEn4M7sWNHbprOfTPxdpmdHGQTy0WFU30kkxk/edit?usp =sharing

lors des réunions des responsables de pôle. Le choix de se positionner sur un appel à projet était long, pouvant aller jusqu'à trois semaines. Ainsi, de nombreuses fois, la date limite pour postuler était trop proche pour construire un dossier de réponse.

Les DSSR ne sont pas une priorité pour les bailleurs de fonds ou du moins ne souhaitent plus passer par des organisations occidentales. De nombreux bailleurs de fonds se tournent vers les associations locales de la société civile mais avec des montants plus faibles. Lors de ma période de stage, à chaque dossier de financement envoyé, Equipop n'en a obtenu aucun. Mes collègues parlaient d'un tournant ces derniers temps. La raison provient peut-être du tournant conservateur des pays occidentaux qui impactent les bailleurs publics comme l'Union européenne par exemple.

C.2. La restriction des bailleurs de fonds d'une pensée militante féministe

Equipop comme la grande majorité des ONG de solidarité internationale sont dépendantes des bailleurs de fonds et de leurs appels à projets. L'organisation l'est tout particulièrement car elle ne reçoit aucun fond des particuliers par le biais d'appels aux dons. Pour une organisation féministe, cette dépendance est un enjeu spécifique puisque les projets font appel à des débats d'idées et de sensibilisation autour de sujets clivants. Lors d'un appel à projet, les personnes chargées d'y répondre et moi-même devions réutiliser la terminologie et étudier le niveau de déconstruction sur les enjeux de genre des bailleurs pour augmenter nos chances d'obtenir ces financements. La terminologie utilisée par les bailleurs est importante, utiliser « égalité des sexes » ou « égalité de genre » ne renvoie pas aux mêmes enjeux ni à la même vision des rapports sociaux entre les femmes et les hommes. Le sexe renvoie à la nature et le biologique alors que le genre renvoie aux faits sociaux et aux rapports de domination. L'utilisation de ces termes met en lumière la vision que le bailleur a des rapports inégalitaires entre les femmes et les hommes et quels sont les projets attendus pour s'approcher de l'égalité. L'AFD utilise encore parfois la notion d'égalité des sexes²⁶. Dans ce cadre, les appels à projets n'ont pas pour objectif d'aboutir à une remise en cause des rapports sociaux de genre. Les projets peuvent alors réaffirmer les rôles assignés aux femmes en développant par exemple des moyens de formation dans des métiers précaires comme la garde d'enfants ou dans le milieu du textile. Ou encore, les termes comme féminisme ou lutte pour l'égalité femmes-hommes ont fondamentalement un objectif de lutte commune, pourtant ne pas utiliser la notion de féminisme peut renvoyer à un

-

²⁶ Agence française du développement, « Egalité des sexes ». https://www.afd.fr/fr/page-thematique-axe/egalite-des-sexes

malaise face à ce terme militant et politique. Par exemple, dans le cadre d'un projet de sensibilisation auprès de lycéennes et de lycéens à Lyon, j'ai rédigé un compte-rendu pour les financeurs qui étaient l'AFD. Ma supérieure en charge m'a demandé de remplacer tous les mots « féministes, féminisme » par « pour l'égalité entre les femmes et les hommes ».

Outre la terminologie des appels à projets, ce stage m'a permis de voir en substance les enjeux défendus par les bailleurs à travers ces financements. La fondation Bill & Melinda Gates finance en grande partie les actions du pôle plaidoyer d'Equipop. La fondation finance de nombreux projets pour la santé des femmes. Ces financements ne peuvent pas être utilisés pour faire du plaidoyer ni sur la défense du droit à l'avortement ni pour des prises de position politique à l'approche d'élections. L'avortement est une question primordiale pour une organisation féministe qui défend les droits et santé sexuels et reproductifs. Pourtant, elle manque de financements pour le plaidoyer et fait le choix d'accepter ces restrictions. La défense du droit à l'avortement est défendue grâce à d'autres sources de financements mais il reste que les bailleurs peuvent avoir un réel impact sur le militantisme d'association féministe. L'organisation en est dépendante donc ce rapport impacte largement sa ligne de pensée.

Ainsi, la professionnalisation du militantisme féministe à Equipop se produit aussi pour se conformer aux exigences des bailleurs de fonds. Cette professionnalisation s'accompagne d'une expansion du nombre de salarié.e.s, d'une certaine perte d'autonomie et, surtout, d'une priorisation de la responsabilité de l'organisation vis-à-vis de ses financeurs²⁷. Elle permet en contrepartie la survie et la pérennité de l'organisation mais avec une exigence de rentabilité.

²⁷ Abi Yaghi, Marie-Noëlle. « Militer par « projets ». Fragmentation et reproduction de l'espace contestataire féministe au Liban », *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 35, no. 2, 2016, pp. 51-61.

Conclusion : les principales leçons retirées de ce stage à Equipop

Mon intérêt porté sur l'enjeu de la professionnalisation du militantisme féministe est à la fois d'ordre personnel et me semble aussi un enjeu de recherche pour une réflexion plus systémique. Personnellement, dans un premier temps, la principale leçon retirée affirme ce que je questionnais avant même cette première expérience : celle du rapport entre les valeurs personnelles et militantes et le monde professionnel. Quel équilibre entre mon féminisme qui est central dans toutes les activités que j'entreprends et un monde du travail cloisonné où des biais sont présents comme le reflet de la société. Même à Equipop cette organisée présentée comme féministe intersectionnelle, je ne me retrouvais pas dans toutes les valeurs/ prises de décisions émises par exemple sur la place des femmes transgenres dans le mouvement, la place des travailleuses du sexe ou encore les rapports Nord/Sud entre les bureaux ou avec les partenaires. Cet enjeu reflète une position générale sur la manière de vouloir changer la société et les rapports de domination, par la réforme ou la révolution. Mais une organisation révolutionnaire ne peut pas s'intégrer dans le champ institutionnel comme le fait Equipop. C'est à la fois contre-intuitif pour l'objectif même de l'organisation et pourquoi elle est créée mais même si elle voulait s'intégrer à ce champ, elle ne serait pas acceptée. Ainsi, c'est ce difficile équilibre que j'ai ressenti au cours de ce stage. Un conseil d'une de mes collègues qui m'a semblé être la solution à ce dilemme est de militer plus radicalement dans une association de manière bénévole en dehors du temps de travail. Equipop est une organisation qui grandit de jour en jour mais reste assez petite pour défendre des valeurs militantes affirmées tout en s'intégrant dans le champ institutionnel. Toutefois, il est à craindre que dans le futur les projets soient de plus en plus restreints par les financeurs et dans ce champ institutionnel par le tournant conservateur international. Par exemple, en avril 2023 Darmanin avait menacé de remettre en question les subventions publiques accordées à la Ligue des droits de l'Homme en raison de la dénonciation des violences policières par l'organisation lors des manifestations à Sainte-Soline.²⁸

Ainsi, la professionnalisation du féminisme a un impact sur son caractère militant et l'idée même de renverser le système patriarcal parce que c'est s'intégrer et jouer aux règles du jeu des institutions et des fondations capitalistes, sexistes et racistes. Toutefois, la présence d'Equipop

²⁸ Mariama Darame et Jérémie Lamothe, « Gérald Darmanin menace de remettre en question les subventions publiques accordées à la Ligue des droits de l'Homme, Le Monde, 5 avril 2023. https://www.lemonde.fr/politique/article/2023/04/05/gerald-darmanin-menace-de-remettre-en-question-les-subventions-publiques-accordees-a-la-ldh_6168412_823448.html

dans le champ institutionnel permet le rappel des enjeux de genre dans des instances où ce n'est pas une priorité. En outre, sa présence permet la lutte pour que les mouvements anti-droits n'intègrent pas ces sphères de pouvoir.

Grâce à ce stage, j'ai pu développer des connaissances sur les milieux féministes ouestafricains. J'ai constaté que mes connaissances féministes restaient assez occidentalo-centrée et cette ouverture du champ des connaissances m'a permis de découvrir les grandes penseuses ouest africaines mais aussi les militantes de terrain qui agissent par le biais de leurs associations. Equipop a un rôle important dans le soutien financier des organisations qui me semblent encore plus essentiel pour les mener à une pleine autonomie financière. En outre, ce fut ma première expérience en ONG, dans le monde de la solidarité internationale. Je pense que commencer dans une petite organisation a été un choix judicieux car cela m'a permis de comprendre les enjeux et rôles propres à chaque pôle. Cela m'a permis aussi de réaliser une grande variété de missions : de la rédaction de proposals à la mobilisation des ressources en passant par la rédaction de la veille média hebdomadaire et d'outils genre et masculinités. J'ai aussi fait de la traduction de documents, pris part à des rendez-vous extérieurs de plaidoyer, animé ma propre formation sur le Protocole de Maputo et géré des conventions de travail des partenaires ouestafricaines. De plus, cette expérience m'a permis de mettre un pas dans le monde féministe institutionnel français mais aussi dans celui des ONG internationales. J'ai développé une connaissance des missions et positions des ONG féministes internationales et des bailleurs de fonds, pes points qui me continueront de me servir après mon stage. J'ai apprécié mon rôle de pont connectant le milieu universitaire et l'organisation. Dans la veille média ou encore dans le développement des outils genre et masculinités, j'avais à cœur d'intégrer les connaissances universitaires que j'ai développées au cours de mon cursus scolaire. J'ai compris que c'était une de mes forces, qualités dans la manière dont j'appréhende mon travail.

Pour terminer sur les points forts de ce stage, ce qui me semble un des points qui me serviront le plus par la suite est le développement d'une expertise sur les enjeux de DSSR. Le monde des DSSR est un petit milieu et Equipop y est reconnu. Je pense que cela a pesé dans la balance pour l'obtention de mon CDD à Médecins sans Frontières Bruxelles où je suis chargée de contenu éditorial sur la santé sexuelle et reproductive. Mon expérience à Equipop va aussi me permettre de rappeler l'enjeu féministe sous-tendu au sujet de la santé sexuelle et reproductive et dépasser le caractère uniquement médical mis en avant par MSF. Ce stage m'a donné les outils pour affirmer la pertinence de mêler santé et droits sexuels et reproductifs. Cette expérience a renforcé mon projet professionnel d'intégrer une ONG qui défend les droits des

femmes, soit dans un département d'expertise sur les enjeux de genre au sein d'une grosse ONG ou au mieux dans une organisation féministe au poste de chargée de projets. Continuer sur l'enjeu des DSSR pourrait me permettre de développer une vraie expertise sur ce sujet.

Le point négatif principal de ce stage, en revanche, est le manque d'encadrement par mes tutrices. Hélène Ménard était en congé maternité à partir du mois de février et elle n'a pas été remplacé. Ainsi, Dominique Pobel a vu sa charge de travail doublé. J'ai eu mon premier point de contact avec ma tutrice au bout d'un mois de stage. Lors du premier jour, les consignes de mes missions étaient inscrites dans un document en ligne réalisé par l'ancienne stagiaire à ce poste. L'ancienne stagiaire, Sophia Manuel de Condinguy, est maintenant employée en tant que chargée de projet. Elle était en charge de cette passation mais mes missions n'étaient pas claires pour elle non plus. Au début de mon stage, il était difficile de ma positionner car mes missions et celles de Sophia étaient entremêlées et nous ne savions pas qui devait faire quoi. Je n'ai pas eu d'autres points avec ma tutrice de stage jusqu'à celui de mon départ pour faire l'état des lieux de ce que j'ai réalisé. Au début mes deux missions étaient la veille média et la veille des appels à projets. Mais ces missions étaient redondantes surtout la veille des appels à projets car il arrivait que pendant deux semaines il n'y eût aucune opportunité de financement intéressante pour Equipop. Alors j'ai profité de cette autonomie pour trouver de nouvelles missions. J'ai commencé par réorganiser la manière de faire la mobilisation des ressources à Equipop puis au cours des discussions avec d'autres collègues, je proposais mon appui pour des activités intéressantes comme les enjeux de plaidoyer pour Equipop à la Commission africaines des droits de l'Homme et des peuples ou encore pour l'écriture des outils genre et masculinités. Ainsi, malgré ce manque d'encadrement cela m'a permis de développer mon autonomie et de réaliser de multiples tâches qui n'étaient pas prévues dans ma fiche de poste. En outre, cela m'a permis de développer des relations de travail avec des collègues des différents bureaux de Dakar et Ouagadougou, avec lesquelles j'ai finalement le plus travaillé.

Bibliographie

Abi Yaghi, Marie-Noëlle. « Militer par « projets ». Fragmentation et reproduction de l'espace contestataire féministe au Liban », *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 35, no. 2, 2016, pp. 51-61.

Agence française du développement, « Egalité des sexes ». https://www.afd.fr/fr/page-thematique-axe/egalite-des-sexes

Agence française du développement, Fonds de soutien aux organisations féministes. https://www.afd.fr/fr/fonds-de-soutien-aux-organisations-feministes-fsof

Alice Romerio, « Le travail féministe », 2022, pp 9-16. https://www.cairn.info/le-travail-feministe-9782753583382-page-9.htm

Care, « Notre semaine avec des organisations féministes africaines à Paris », 6 avril 2023. https://www.carefrance.org/actualites/notre-semaine-avec-des-organisations-feministes-africaines-a-paris/

Equipop, « Egalité femmes – hommes : grande cause, petit bilan », 3 mars 2022. https://equipop.org/egalite-femmes-hommes-grande-cause-petit-bilan/

Equipop, « Générations féministes : Lyon et sa métropole, territoire d'égalité », 17 mai 2023. https://equipop.org/generations-feministes-lyon-et-sa-metropole-territoire-degalite/

Equipop, « Jeunes en Vigie : transformer le système de santé pour que les filles ne soient plus laissées pour compte », 8 février 2021. https://equipop.org/jeunes-en-vigie/

Equipop, « Jeunes et engagée contre les violences sexistes et sexuelles au Niger : Rabi témoigne de son implication dans le projet Jades II », 3 juin 2022. https://equipop.org/jeune-et-engagee-contre-les-violences-sexistes-et-sexuelles-au-niger-rabi-temoigne-de-son-implication-dans-le-projet-jades-ii/

Equipop, « L'équipe Hope : lancement d'un groupe de mobilisation féministe de jeunes en Ile de France », 22 décembre 2022.https://equipop.org/lequipe-hope-lancement/

Equipop, « Rapport d'activité 2021 », 2021.

Equipop, « Retour de Women deliver 2023 : ne rien céder aux mouvements anti-droits », 26 juillet 2023. https://equipop.org/retour-de-women-deliver-2023-ne-rien-ceder-aux-mouvements-anti-droits/

Equipop « Solidays 2023, Mission possible : hacker le patriarcat, 7 juillet 2023 ». https://equipop.org/solidays-2023-mission-possible-hacker-le-patriarcat/

Gastineau, Bénédicte, et Agnès Adjamagbo. « Les droits individuels face aux politiques de population. Regard sur trois pays africains : Bénin, Madagascar, Maroc », *Autrepart*, vol. 70, no. 2, 2014, pp. 125-142.

Maïmouna Ndove et Jeanne Fournier, « Formation genre CJS », février 2023.

Mariama Darame et Jérémie Lamothe, « Gérald Darmanin menace de remettre en question les subventions publiques accordées à la Ligue des droits de l'Homme, Le Monde, 5 avril 2023. https://www.lemonde.fr/politique/article/2023/04/05/gerald-darmanin-menace-de-remettre-en-question-les-subventions-publiques-accordees-a-la-ldh_6168412_823448.html

Annexes

Annexe n°1: Sommaire du dossier

Outils masculinités

<u>Partie 1 : Définitions</u> <u>2</u>
A. Définition : les masculinités hégémoniques / dominantes 2
B. Les différentes formes de masculinités 3
C. La crise de la masculinité 4
D. Les stades de perception de la masculinité 4
E. Décoloniser les masculinités 5
Partie 2 : Différentes approches 5
A. Une approche à partir de données chiffrées 5
B. Une approche par la religion et des figures de masculinités positives 6
C. Une approche à l'école, dès le plus jeune âge 6
D. Une approche par le : pourquoi ? 6
E. Une approche par le disempowerment 7
Partie 3 : Différentes activités 8
A. Faire définir les notions clés 8
B. Jeux pour réfléchir aux privilèges des hommes 9
C. Atelier de sensibilisation à partir d'images / vidéos 10
D. Causeries communautaires en non mixité 10

Le dossier en entier :

 $\underline{https://docs.google.com/document/d/1P4njsiKdcHBBccBl9Y_ap39BRDqRCFjjrlAb27lGZ2U}/\underline{edit?usp=sharing}$

Annexe n°2 : parties rédigées pour la proposal CERV 2023 DAPHNE

1.1 BACKGROUND AND GENERAL OBJECTIVES

Background and general objectives

Describe the background and rationale of the project.

How is the project relevant to the scope of the call? How does the project address the general objectives of the call? What is the project's contribution to the priorities of the call?

Which target groups will be supported/assisted by/in the project. Why have you chosen to focus on them?

The background and rationale of the project come from 1) growing needs in France on preventing and combating gender-based violence, in particular in remote and local areas where the prevalence of violence is higher than in urban areas with a weaker access and use of existing mechanisms to manage gender-based violence and for young people, in particular in higher education where gender-based prevalence is and remains high since initiatives are underfunded and not connected, therefore failing to lever significant changes and 2) a gap in the French ecosystem with rare accessible and substantial funds for grassroots CSOs with a gender expertise.

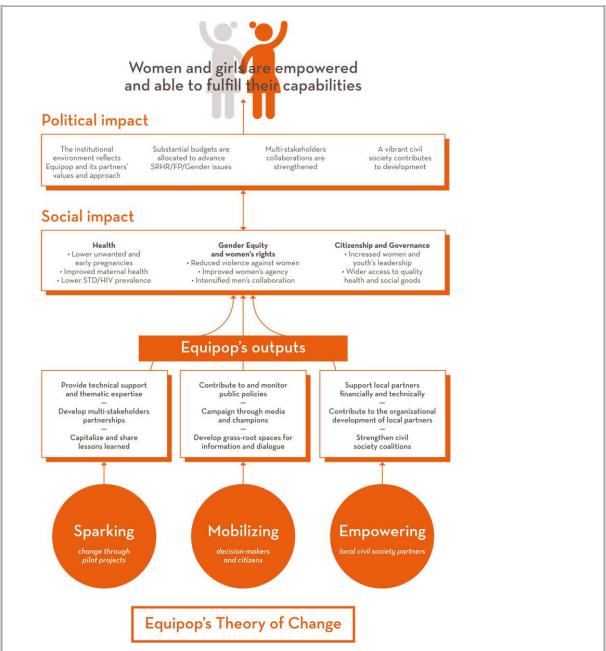
1. Objective: bridge a gap in the French funding ecosystem

Since its inception in 1993, Equipop has reflected on the best ways to be an ally of the most grassroot feminist CSOs both in France and Sub-Saharan Africa recognising that our knowledge and our methodology - regardless of the localisation and scale - are part of a wider ecosystem which should be interconnected.

As a member of national and international feminist networks such as Association for Women's Rights in Development's (AWID), Equipop has contributed to and made its own collective reflections on the added value of building not only a robust but also resilient funding ecosystem. Our starting point has been "What can be our leverage - based on our strengths and our own challenges - to complement and strengthen the general resource mobilisation for movements?" rather than thinking backwards "What should be our funding strategy? What should I prioritise?". Among the recommendations (here) which have informed our strategic position, the main one has been to contribute to the diversity and complementarity of funding sources. Indeed, in France the ecosystem is composed of public institutions on one side and of a few foundations on the other, which mobilise private resources. Therefore Equipop becoming an accessible regranting and capacity building intermediary for small and local feminist CSOs while being an ally which amplifies their voices would bridge a gap.

Equipop has formalised this in a Theory of Change designed in 2018 (see graph below) around 3 key levers of action matching this call's objectives and priorities:

- Spark change to drive social change at grassroots level matching the objective of the CERV call aiming to "reach out to grassroots small and local CSOs, including organisations based in remote and rural areas" and outcome to strengthen regional cooperation within civil society.
- Mobilise influential stakeholders to forge a legal and institutional environment conducive to human development and especially to compliance with women's and girls' rights matching the objective of the CERV call to have a European reach and to promote EU laws and policies and outcome to increased advocacy role for CSOs and involvement in policy decision-making processes.
- Support organisations working for women's rights and health worldwide matching the regranting and capacity building objectives of the CERV call for local CSOs in the field of preventing and combating gender-based violence with a gender expertise.



1. Objective: resourcing small and local CSOs through custom-made regranting and capacity building

More specifically, Equipop's regranting strategy has been since the early 2000 to enable small and local feminist CSOs' access to large public funding (at national - French Agency for Development - and regional levels: European Union, West African Health Organisation) by internalising administrative burden and risks when regranting these funds. This represented close to €3 million over the past 3 years, including over €1 million in 2021 for more than 60 grants as per our Annual report. Our focus on public funds is complementary to the work of feminist foundations in France such as Fondation des Femmes whose mission is to lever and regrant exclusively private funding, which is also very difficult for small and local feminist CSOs to access otherwise. Equipop's work is widely recognised and will soon lead to the launch of a simplified regranting and capacity building scheme in one of France's largest region - Auvergne Rhone Alpes - for small and local CSOs working on gender-based violence with the support of the French Agency for Development (see Annex 5 - Letter of Support). The proposed project would therefore be key to launch calls for proposals across several French regions effectively accessible to grassroot CSOs with a gender expertise.

It is also a fact that small and local CSOs do need resources, that is not only funding but also capacity building both for organisational development and technical expertise on sexual and reproductive health and rights (SRHR), including gender-based violence. As early as 2014, Equipop has adapted the European Foundation for Quality Management (EFQM) tool to match small CSOs' needs in a SCAN tool coupled with a dedicated organ-

isational development fund and technical support. This has enabled over 40 projects. Equipop has since developed a certification called "Label AMPLI", a reputational lever for local CSOs committed to continuous organisational improvement but also a networking lever as it has led to the creation of a community of practice. Strong of this experience, Equipop will provide in this project high quality and adapted capacity building to third parties, including sharing the SCAN tool where appropriate and has designed the capacity building sessions to mix individual organisations' coaching and interconnections both at the French and European levels. Capacity building will also be a key lever to mobilise additional funding for CSOs both with Equipop's support during the project's lifecycle but also independently afterwards.

1. <u>Objective: formalising lessons learned and highlighting CSOs' gender expertise for</u> evidence-based advocacy at French and European levels

Equipop's third principle of action is supporting local CSOs to become advocates and/or lever their voice. Equipop has always been a watchdog for SRHR and gender-based violence and brought to the national (and international in particular through our ECOSOC status) level voices of small and local feminist CSOs. In France more specifically, Equipop holds a key position at the French High Council for Equality between men and women,, a public body whose role is to ensure dialogue with civil society and facilitate public debate to provide key recommendations for France's policies on women's rights and equality. When it comes specifically to gender-based violence advocacy at the French level, Equipop has for instance been a key contributor to the French National Plan to end Female Genital Mutilation in 2019.

Equipop has also led and/or contributed to the publication and promotion of advocacy resources focused on funding issues in France:

- An emergency plan aimed to advance gender equality by calling on those running in the 2022 presidential and parliamentary elections to commit to implementing ten priority measures to promote gender equality once elected. The first three focus on violence issues (see page 21-22 of our Annual report).
- A 2022 report analysing the 2017-2022 presidential term entitled <u>Gender Equality: great cause, small result.</u>
- A 2021 campaign specifically to lever funds for gender based violence entitled <u>#StopTalkingStartFunding</u>.
- As early as 2017 by contributing to a report at the French level entitled "Where is the money for sexual and reproductive rights?".

Equipop is also a member of several key French feminist movements on gender-based violence:

- <u>Collectif Générations féministes:</u> the Feminist Generations collective comprises organisations campaigning for the adoption of feminist approaches in France's domestic and foreign policies.
- <u>Collectif prévenir et protéger:</u> Prevent and Protect collective comprises 14 French organisations that work to safeguard the rights of children and further the rights of women and teenage girls.
- <u>Excision parlons-en</u>: Let's talk about female circumcision aims to help bring together organisations and other legal entities, as well as individuals, around the issue of female circumcision in France and worldwide.
- <u>En avant toute(s)</u>: Her/them Full steam ahead fights for gender equality and the end of sexist and sexual violence. It acts mainly with young people, women and LGBTQIA+ people.

Finally, Equipop has published two reference documents for feminist organisations and activists: <u>Gender-based violence</u>: a small guide to understand and act and <u>Women's rights: fighting the backlash</u>. The second was co authored with a reference in France: Jean-Jaurès Foundation which is at the same time a think tank, a field actor and a history centre at the service of all those who defend progress and democracy in the world (see Annex 5 - Jean Jaurès Foundation letter of support). Equipop will also soon launch an online feminist resource centre both in French and English, funded by the French Agency for Development with the aim to build interconnections.

Through this project, many deliverables available both in French and English will formalise lessons learned and highlight CSOs' expertise. Equipop's relations with decision makers at the French and European levels as well as our integration in networks will ease the dissemination to inform other actors in the ecosystem. There are several advocacy windows of opportunities to feed in current processes such as the French secretary of State for social and solidarity economy and civil-based movement life's consultation to ease access to public funding for CSOs.

Annexe n°3: sommaire du dossier

Outils basiques du genre

I. Sociohistoire de la notion de genre 2	
II. Définitions 2	
III. Différence entre sexe et genre 4	
IV. Approche de genre dans le développement 6	
V. L'intégration du genre dans le cycle de projet 7	
A. Les étapes de l'intégration du genre dans les projets	<u>7</u>
B. Continuum d'intégration du genre9	
C. Les approches sensibles au genre 10	
D. Outils opérationnels de l'approche genre10	
E. L'institutionnalisation du genre 11	
F. Analyse sexo-specifique 12	
G. Intégrer le genre dans le suivi évaluation 13	
VI. L'intersectionnalité 14	

Le dossier en entier :

 $\underline{https://docs.google.com/document/d/1PFAKxJWy4bbRC_SYmmr4AQJ3x0qBT-Kjcood} \\ \underline{iB18YY/edit?usp=sharing}$

Annexe n°4 Exemple de la veille média du 8 juin 2023

Bonjour à toutes et à tous, Voici la veille médias du jour. Bonne lecture!

Actualité Equipop

Baromètre 2023 des Solutions Durables

Equipop et la Fondation Jean Jaurès ont écrit un article pour la 6e édition du Baromètre des Solutions Durables de Convergences. Cet article, « Pas de démocraties sans politiques féministes! », est à retrouver page 8.

Par Convergences

Veille médias

Ouganda: Museveni réaffirme son soutien à la loi anti-LGBTQ

Dans une déclaration commune publiée lundi après la signature de la loi, les groupes de défense des droits LGBT ont dénoncé une loi dangereuse et discriminatoire qui limiterait davantage les libertés de la société civile ougandaise.

Par Africa News

« Les systèmes d'intelligence artificielle vont amplifier les biais de genre dans tous les domaines »

Fondée sur l'apprentissage des régularités statistiques les plus saillantes, l'IA risque demain de reproduire des discriminations qui serviront de bases aux systèmes ultérieurs, prévient, dans une tribune au « Monde », Laurence Devillers, qui prône l'introduction urgente d'une réglementation pour briser ce cercle vicieux.

Par Le Monde

Soudan : Les femmes premières victimes du conflit

Selon Hala al-Karib, militante soudanaise des droits de la femme et directrice régionale de l'Initiative stratégique pour les femmes dans la Corne de l'Afrique, la violence sexiste, notamment le viol comme arme de guerre, est perpétrée par des membres des FSR.

Par Arab News

Nesrine Slaoui : « On a gardé une hiérarchisation héritée du colonialisme dans notre rapport au couple »

Avec son second roman, « Seule », l'autrice et journaliste d'origine marocaine s'inspire d'un fait divers sordide pour décrire les violences faites aux femmes, et analyser le poids des injonctions sociales.

Par Jeune Afrique

--

Lou Bossis / Mathilde Hubin

Assistant plaidoyer / Assistante chargée de projets lou.bossis@equipop.org / mathilde.hubin@equipop.org

Annexe n°5 : sommaire de la présentation de la Charte africaine des droits de l'homme et du Protocole de Maputo

I. La Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples et son protocole de Maputo 2 A. Quelques points historiques 2 B. Protocole de Maputo 2 II. La Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples 3 A. Le fonctionnement de la Commission B. La place des ONG a) Un statut d'observateur pour les ONG 5 b) Un rapport alternatif sur l'état des violations des droits humains <u>5</u> c) Déposer une plainte 5 d) Forum des ONG 6 e) Les ONG défendant les droits des femmes présentes aux sessions de la Commission 6 III. Protocole de Maputo : Les rapports sur la situation des droits des femmes en Afrique de l'Ouest 6 A. Burkina Faso 7 B. Sénégal <u>7</u> C. Côte d'Ivoire 8 D. Bénin 9 E. Niger 10 F. Mali 11

Le dossier en entier : https://docs.google.com/document/d/1MGgjnjUMHHJYCWr5Epayl0Sughlv-dRUjymLuV35Ld4/edit?usp=sharing

Powerpoint de la présentation :

G. Mauritanie

H. Tchad 12

<u>11</u>

https://www.canva.com/design/DAFhYsq0HIY/ZrseAMIeU_qwVUz8agOk2Q/edit?utm_conte